

Climat: Les engagements

• Des plans sectoriels pour la réduction des GES pour les plus polluants

• Un guide et un accompagnement climat pour les autres

LES entreprises sont les premières sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde bien qu'il soit difficile de séparer les émissions dues aux entreprises et aux consommateurs. Et ce n'est pas pour rien que les conférences de Paris, de Marrakech et de Bonn ont voulu impliquer les chefs d'entreprises et leur patronat dans le processus de lutte. Au Maroc, les risques liés aux changements climatiques sont connus. Ils vont de la rareté de l'eau, qui paralyse les opérations et limite l'utilisation des produits, des dégâts matériels sur les actifs physiques (machines, bâtiments, ...), la perturbation des circuits logistiques (retard de livraison et pénalités de retard,

Adaptation et atténuation					
Recours aux eaux usées traitées dans la valorisation des réserves minérales de cuivre à Souss Massa	Managem	Recours envisagé aux eaux usées (traitement et réutilisation) pour l'exploitation minière. Objectif: renforcer la résilience de la région.	Adaptation	21 millions USD total de 42 millions USD	Fonds d'adaptation FVC/FEM
Intégration de l'électricité photovoltaïque dans le schéma de développement industriel de Lamacom.	Lamacom	Visa la réduction de la dépendance du réseau national par l'intégration d'une technologie propre et innovante PV, limitation des émissions GES et amélioration des conditions des travailleurs de l'entreprise.	La généralisation du PV pourra entraîner une réduction des GES de l'ordre de 200.000 à 300.000 tonnes par an	397.303€/total 3.221.507,77 €	BERD/MOR SEFF/FVC/FEM-Microprojets
Accès à la production électrique photovoltaïque au sein de la société Souriau Tanger/Maroc.	Souriau	Visa la réduction de la dépendance de l'entreprise du réseau national par l'intégration d'une technologie propre et innovante PV, limitation des émissions GES. Couvrir 50% de la consommation électrique totale par du PV, soit 774952 kWh/an.	Potentiel de réduction de GES pour la zone franche de Tanger: entre 200.000 et 300.000 Teq-CO2/ an.	278.982 €/Total 557.964€	BERD/MOR SEFF/FVC/FEM-Microprojets

Source: IECM

L'initiative «Entreprise Climat Maroc», lancée par le patronat en 2016 à la veille de la COP22 a accompagné trois grands projets dans leurs actions de transition vers la nouvelle économie à faible teneur en carbone

...), l'augmentation du coût des assurances. Des risques économiques auxquels s'ajoute une réputation entachée d'un pays. D'où l'engagement du Maroc avec un plan d'actions d'adaptation à échéances 2020 et 2030 et dans lequel l'entreprise marocaine est un acteur essentiel. Elle doit en effet participer à cette dynamique de développement de projets sobres en carbone et résilients aux impacts négatifs du changement climatique. Petit à petit, les plans de lutte prennent forme pour plusieurs secteurs considérés jadis pollués et qui ont entamé des programmes de lutte contre les effets des changements clima-

tiques. Notamment grâce aux actions de sensibilisation de l'initiative «Entreprise Climat Maroc». Cette initiative s'articule autour de quatre objectifs. Le premier concerne l'intégration des risques et des opportunités climatiques dans les plans de développement des entreprises. Le pacte de la CGEM propose des solutions techniques, technologiques, financières et réalistes pour les entreprises pour atténuer l'impact des changements climatiques et s'y adapter. Le quatrième axe porte sur l'accompagnement, voire la récompense, des entreprises qui s'engagent pour l'environnement en adhérant à la charte dédiée dans une première

des grandes entreprises

étape, puis un label climat. En 2017, ce programme a accompagné 3 projets dont un concerne l'adaptation et deux autres pour l'atténuation (voir tableau). D'autres secteurs et grandes entreprises ont eu des expériences très probantes et devenues des cas d'école. Tour d'horizon.

■ Brasseries du Maroc se met au vert pour Tit Mellil

La Société des Brasseries du Maroc dote son usine de Tit Mellil d'une centrale photovoltaïque conçue et réalisée par la filiale marocaine du groupe français GreenYellow. Cette installation composée de 2.208 panneaux sur une surface de 7.500 m² permettra certes de couvrir plus de 17% de la consommation électrique du processus de fabrication de SBM, mais elle permettra surtout d'éviter l'émission de près de 700 tonnes de CO₂ par an. Une enveloppe de plusieurs millions de dirhams a été allouée à ce projet qui s'inscrit dans une démarche globale du Groupe Castel. A noter que SBM est ainsi la 1^{re} filiale du groupe à réaliser ce projet en Afrique et projette de dupliquer cette expérience sur les autres sites et filiales.

■ Haro sur les cimentiers

De pollueur en 2008, le secteur du bâtiment est passé à dépollueur net -au vu de sa contribution à l'élimination des déchets produits par d'autres secteurs- pour devenir un producteur d'environnement en 2014. La création de parcs éoliens a permis d'éviter 375.000 tonnes de CO₂. Les émissions de CO₂/tonne de ciment sont aujourd'hui de 592 kg alors qu'elles étaient de 680 kg dans les années 2000. Les cimentiers marocains enregistrent ainsi de meilleures performances que celles de leurs confrères européens qui sont à 670 kg de CO₂ par tonne. La démarche environnementale du secteur a démarré en 1997 avec un engagement du secteur et des investissements réalisés depuis estimés à quelque 3 milliards de DH. «Un effort qui a été payé en retour, puisque le secteur a pu réduire de 66% les dommages causés à l'environnement et ce, au moment où la capacité de production a augmenté de 120%», se réjouissent les cimentiers.

■ Mobilité durable

Dans ce secteur, des initiatives de mobilité durable, à envergure nationale comme les bus électriques se multiplient. Mais le gros du travail reste à faire dans les villes. Au Maroc, l'Etat a très vite intégré que le contexte était devenu favorable au renouvellement des modèles. Plusieurs projets d'envergure ont été lancés pour répondre aux nouvelles exigences de la mobilité durable. La ligne à grande vitesse est parmi ces projets phares: 1.500 km de voie ferroviaire, dont le premier tronçon devrait être mis en service en 2018. Les investissements liés aux exten-

sions des lignes de tram à Casablanca et à Rabat, le développement de plateformes logistiques multiflux et le renouvellement des parcs de transport routier (prime à la casse) et de marchandises... sont autant d'initiatives concrétisées ou en cours de réalisation.

■ Le tout environnement de l'OCP

Réhabilitation des mines, efficacité énergétique, pipeline... Le Groupe OCP

a mis en place une stratégie tout environnement depuis plus de 20 ans. Ces projets touchent l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'exploitation à la transformation en passant par le transport. En 2020, 95% des besoins en électricité du Groupe seront satisfaits à partir de la cogénération et de l'éolien. Le groupe a opté pour des process industriels qui permettent de produire de l'électricité en récupérant les

vapeurs d'eau et entamé un programme d'investissement massif pour augmenter cette production d'électricité d'autant plus que la loi permet désormais de transporter les excédents de ses usines de transformation valorisation vers la mine qui consomme un peu plus de 20% de l'énergie consommée par OCP. □

Badra BERRISSOULE



Climat: Les financements existent



• **Fonds bilatéraux, multilatéraux, le monde de la finance se mobilise**

• **Le Fonds vert climat a financé pour 128 millions de dollars de projets d'adaptation**

QUE ce soit à Paris, à Marrakech ou à Bonn, les parties impliquées pour la lutte contre les changements climatiques étaient unanimes: le financement reste le nerf de la guerre. La finance climat intègre deux types de financements: ceux qui ont comme principaux résultats et/ou objectifs l'atténuation des émissions de GES et/ou l'adaptation au changement climatique pour des projets qui nécessitent des investissements dans les énergies renouvelables et efficacité énergétique, l'agriculture, l'eau ou autres secteurs. Il y a aussi des financements climatiques indirects qui englobent un

ensemble beaucoup plus large de flux de capitaux qui vont influencer les émissions et/ou la vulnérabilité au CC sans que cela soit leur objectif premier, explique Laila Stour, professeur à l'univer-

nancement: des fonds bilatéraux, multilatéraux, les financements des banques multilatérales... auxquels des projets marocains ont déjà fait appel. Le Fonds Vert Climat, entité opérationnelle du mé-

Projets financés par le FVC

POUR la période 2016/2017, le fonds vert climat a financé 4 projets d'adaptation. Le premier concerne le développement de l'agriculture pour un montant de 39,3 millions de dollars. Ce projet vise la protection de la biosphère argane qui réduira les émissions de GES de 330 MtCO₂e d'ici 2030 et à fournir une source de revenus et de moyens de subsistance aux femmes marocaines. Toujours dans l'agriculture, le FVC a misé 20 millions de dollars avec l'AFD pour le développement de l'irrigation et l'adaptation de l'agriculture dans le semi-aride en aval du barrage Kaddoussa dans la province d'Errachidia. Dans la région de Fès Meknès, le FVC a apporté une contribution de 33 millions de dollars du financement du projet de sauvegarde de la plaine irriguée du Saïss. Le 4e projet est soutenu par le FVC pour un montant de 35 millions de dollars pour le financement durable des énergies renouvelables. □

sité et experte en changement climatique. L'experte intervenait lors des dernières journées régionales entreprises et climat organisées par la CGEM à Marrakech. Ainsi, il existe différents canaux de fi-

canisme financier de la CCNUCC, créé en 2010 à Cancun au Mexique, et devenu opérationnel en 2014 a financé plusieurs projets marocains en 2017. Son objectif est de réaliser le transfert de fonds des

pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables et ce pour des projets visant à promouvoir un développement à faibles émissions de GES. Ce fonds s'engage autant avec le secteur public que le secteur privé soit en accès direct via des organismes accrédités nationaux ou régionaux, et l'accès international via des organismes internationaux accrédités.

Au Maroc, le fonds a accrédité l'Agence de Développement Agricole (ADA) et la CDG Capital et octroyé les lettres de non-objection pour l'accréditation de plusieurs banques nationales ainsi que de la SIE, Masen, l'Aderee. Le fonds démarre à partir de 10 millions jusqu'à 250 millions de dollars en fonction du projet et du respect des critères d'éligibilité, indique l'experte Laila Stour. Outre la réduction des émissions de GES, il y a la contribution des projets pour répondre aux besoins des pays et populations bénéficiaires et la capacité du porteur à lever des financements additionnels. □

B. B.